

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

NIGERIA : AU MOINS 21 MORTS DANS L'ATTAQUE DE VILLAGES AU SUD DE KADUNA

Au moins 21 villageois ont été tués et trois blessés dans des attaques menées par des hommes armés à moto, dans l'Etat de Kaduna, dans le Nord du Nigeria, a rapporté la police locale hier. Le bilan pourrait être encore plus lourd selon Luka Biniyat, un porte-parole de la société civile, qui fait état de 33 morts, dans ces attaques contre cinq villages du district de Zangon Kataf, à majorité chrétienne, dans le Sud de cet Etat nigérian à majorité musulmane.

AFRIQUE DU SUD : HEURTS LORS D'UNE MANIFESTATION DEVANT L'AMBASSADE DU ZIMBABWE

La police sud-africaine a tiré des balles en caoutchouc et fait usage de grenades assourdissantes pour disperser une manifestation rassemblant une centaine de personnes hier devant l'ambassade du Zimbabwe à Pretoria. Une centaine de migrants originaires du Zimbabwe, pays au bord de l'effondrement économique, voisin de l'Afrique du Sud, étaient rassemblés pour protester contre la crise économique et la répression politique dans leur pays.

LIBAN : LES AGENCES DE L'ONU LANCENT UN APPEL URGENT AUX DONS

Les agences de l'ONU ont lancé hier un appel urgent à la solidarité internationale envers le Liban dont la capitale a été dévastée mardi par une explosion, en sus des 9 millions de dollars déjà débloqués sur les fonds humanitaires des Nations unies. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a demandé 15 millions de dollars, tandis que l'Unicef a dit vouloir recueillir au moins 8,25 millions de dollars, lors d'une conférence de presse en ligne.

Côte d'Ivoire : Ouattara candidat à sa propre succession

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

C'est que plusieurs observateurs de la scène politique présentaient après le décès d'Amadou Gon Coulibaly, dauphin et candidat déclaré du parti au pouvoir, le RDR, à la présidentielle d'octobre prochain, s'est finalement produit tard dans la nuit de jeudi à vendredi. Le président Alassane Ouattara, qui s'était désisté il y a quelques mois au profit de son défunt Premier ministre, a annoncé sa candidature.

Tout en invoquant un "cas de force majeure", le chef de l'Etat ivoirien a donc mis fin au suspense qui prévalait en Côte d'Ivoire depuis quelques semaines, même s'il avait laissé entendre la semaine dernière qu'il se représenterait, après la mort brusque début juillet de son dauphin désigné. "J'ai décidé de répondre favorablement à l'appel de mes concitoyens me demandant d'être candidat. Je suis donc candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre", a-t-il déclaré dans un discours la veille du 60e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

Devançant les commentaires qui devaient certainement accompagner cette annonce, le chef de l'exécutif ivoirien a tenu à expliquer sa décision. Laquelle est prise pour un revirement puisqu'il avait annoncé solennellement en mars qu'il allait "laisser la place aux jeunes générations", avant d'adouber M. Gon Coulibaly, lequel a succombé à un infarctus le 8 juillet à l'âge de 61 ans.

"J'ai fait part le 5 mars dernier à toute la Nation de ma volonté, bien que la nouvelle Constitution m'y autorise, de ne pas faire acte de candidature et de passer la main à une nouvelle génération". "Depuis cette décision, j'avais commencé à organiser mon départ (...) et planifier ma vie après la présidence", a-t-il précisé. Mais "le décès du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly laisse un vide". "Le calendrier très serré, à peine à trois mois de la présidentielle", "les défis auxquels nous sommes confrontés, le maintien de la paix et la sécurité", la "crise sanitaire" (du



Photo:AFP

Le président Ouattara devra bientôt aller solliciter le vote de ses compatriotes.

coronavirus), "le risque que tous nos acquis (depuis 2011) soient compromis", "tout cela m'amène à reconsidérer ma position", a justifié M. Ouattara, avant d'annoncer sa candidature.

Tout comme il a insisté sur le fait

que "cette décision mûrement réfléchie est un devoir que j'accepte dans l'intérêt supérieur de la nation". Avant de rappeler que "compte tenu de l'importance que j'accorde à mes engagements et à la parole donnée, cette décision

représente un vrai sacrifice pour moi, que j'assume pleinement par amour pour mon pays". Il ne reste plus qu'à attendre dans les jours à venir l'impact de cette décision sur les populations de ce pays.

Un peu malgré lui



Photo:AFP

Les militants de l'ancien parti au pouvoir, PDCI, font partie de ceux qui contestent la candidature de l'actuel chef de l'État.

J.O.
Libreville/Gabon

Si la candidature pour un troisième mandat du président Ouattara fait jaser, il n'empêche qu'à bien y regarder, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il a accepté de revenir sur sa parole. Le 29 juillet, devant le conseil politique de son parti, le

Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) qui le pressait de se présenter, le président Ouattara avait demandé qu'on lui laisse "le temps du recueillement et de la récupération" pour faire le deuil d'Amadou Gon Coulibaly, son plus proche collaborateur depuis 30 ans, qu'il appelait "son fils". Dès avant son annonce, la can-

didature à un troisième mandat d'Alassane Ouattara, élu en 2010 puis réélu en 2015, était contestée par l'opposition. L'ex-président Henri Konan Bédié a ainsi déclaré récemment que cette candidature "serait illégale". Agé de 86 ans, il est lui-même le candidat désigné du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principale formation d'opposition. Pourtant, la Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Outre M. Konan Bédié, plusieurs candidats se sont déjà déclarés pour la présidentielle d'octobre. L'ex-chef de la rébellion Guillaume Soro, 47 ans, ancien Premier ministre passé dans l'opposition l'an dernier, a été condamné à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour "tentative d'insurrection" peu après s'être déclaré candidat. Il vit en exil en France. La situation politique est tendue en Côte d'Ivoire à trois mois de la présidentielle.